

Burkina-ntic

<http://www.burkina-ntic.org>



Attention à
L'usage d'internet



Le Burkina Faso
De Genève à Tunis



Les femmes de Zabré
Ouvrent leur centre multimédia



Sécurité informatique
Une affaire de comportement



Les projets soutenus par IICD
S'informent sur la base de données

iicd

Institut International
pour la Communication
et le Développement



Sanganet nouveau logo de Burkina-ntic



Le Sangan

Tout le monde cherche à s'identifier et c'est le cas de Burkina-ntic qui depuis longtemps cherche un symbole fort pour représenter le concept du réseau de partage d'informations sur les Nouvelles technologies. Après 3 années de errements et d'hésitations entre plusieurs projets, le choix a été porté sur un objet familier dans certaines contrées du Burkina. Les femmes, pour porter les lourds fardeaux confectionnent un porte-charge appelé Sangan en bwanu. ce support est très pratique pour le transport du bois, des jarres remplies d'eaux ou de dolo, bière locale.

Nous pensons que ce symbole épouse l'esprit du réseau qui est d'être d'un support pour aider les Burkinabès à mettre en commun leurs connaissances transformées sous format numérique et de le transporter partout où cela est nécessaire. Les anses entrelacées symbolisent la communication et le partage.

Alors, devons nous appeler désormais le réseau Sanganet ou continuerons-nous à l'appeler Burkina-ntic ? Ne pourrions nous pas créer un autre site internet dénommé sanganet pour accroître notre lectorat comme le font bon nombre d'organisations qui possèdent des dizaines de sites avec des noms de domaines différents ? A l'heure actuelle où la présence sur la toile devient synonyme de vie, combien de milliers d'années auront nous besoin pour lire les millions de pages webs ? l'explosion des blogs ou journaux personnels sur le web doit nous amener à réfléchir.

Bntic

Bulletin

Burkina-NTIC N°09

Récépissé n°1721/MIJ/CA-GI/OUA/P.F
Juillet 2003

Directeur de Publication

Sylvestre OUEDRAOGO

Rédaction

Ouédraogo Roukiatou

Ramata SORE

Théodore SOMDA

Sylvestre OUEDRAOGO

Collaborateurs

ZCP

TICE Burkina

FIAB

IICD

IABER

Yam Pukri

Club arrobase

Song Taaba

l'oeil des Jeunes

Sahel Solidarité

FEPASSI

PAO



www.oeil-des-jeunes.org

Contact

Ouédraogo Sylvestre,
Coordonnateur programme

LIEN tel. : 70 25 04 49

Zio Amélie, Administration
tel. : 70 23 37 86

Théodore Somda, Gestion
site web Burkina NTIC

tel. : 70 26 92 00

<http://www.Burkina-ntic.org>

09 BP 1170 Ouagadougou 09

info@burkina-ntic.org

Programme LIEN

S/C Association Yam Pukri
sis derrière la SONAPOST
de 1200 logements



Sécurité informatique à Bobo

Pour permettre aux internautes bobolais de se prémunir des menaces et des dangers liés à l'utilisation de l'Internet, l'association Accès des Jeunes aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (AJNTIC) basé dans cette ville en collaboration avec le réseau Burkina NTIC et l'Institut International pour la Communication et le Développement (IICD) a organisé un séminaire sur la sécurité informatique.



Cette rencontre placée sous le parrainage du maire de la commune de bobo-dioulasso s'est tenue le 10 décembre 2005. Elle a regroupé une trentaine de personnes dans les locaux de l'agence universitaire de la francophonie de Bobo Dioulasso. L'IICD était représenté par Bénédicte Marcilly chargée du programme réseautage, François Stepman son remplaçant et Ousséni Zongo chargé du renforcement des capacités pour le Burkina et le Mali. Le coordonnateur de Burkina NTIC Sylvestre Ouédraogo était également de la partie.

Ces participants venant de divers horizons, institutions publiques et privées, forces de l'ordre, élèves et étudiants professionnels et non professionnels de l'informatique ont échangé pendant une demi-journée sur les difficultés qu'ils rencontrent dans l'utilisation des TIC et surtout de l'Internet.

Avant de donner la parole aux experts, les participants ont vu pendant une demi-heure le film documentaire « Silence, on arnaque ! » réalisé par Burkina NTIC. Ce film sous forme de micro trottoir décrit le phénomène de la sécurité informatique au Burkina. Il ressort de ce film que ce soit au sein des entreprises ou au niveau des usagers et des services de l'Etat, la situation de l'insécurité informatique est une réalité dans notre pays. Mais

grâce à l'exposé de Lamoussa dit Daouda Sorgho, ingénieur informaticien, les participants ont pu appréhender le fonctionnement du Web et le cheminement de leur courrier électronique, les dangers que courent leurs messages, les problèmes de spams et les bonnes attitudes et précautions à prendre.

A la suite de M. Sorgho, Ousséni Zongo, chargé de renforcement des capacités à l'IICD aborde la problématique des virus. Pour lui, comme les pays en voie de développement viennent d'emprunter l'autoroute des nouvelles technologies il est aussi important de les alerter des dangers liés à son utilisation. Ceux qui au début du sida ont refusé d'utiliser le préservatif parce qu'il ne croyait pas ou ne se sentait pas concerné sont aujourd'hui en train de payer un lourd tribut.

En informatique c'est la même chose il faut nécessairement adopter un bon comportement pour ne pas perdre toutes ses données emmagasinées pendant des années. » affirme t-il Selon lui, les formes des virus évoluent sans arrêt et il aurait plus de dix millions de virus conçus par jours. Donc les risques d'intrusion sont énormes par le biais des failles de sécurité. Autre problème, le Burkina ne disposerait pas assez d'IP publiques et il est difficile de poursuivre les spammeurs arnaqueurs dans les cybercafés.

A travers son exposé ; il a décrit les différents types de programmes malveillants sur Internet, en plus des virus, on a le trojan ou cheval de troie qui est un logiciel qui permet le contrôle à distance de votre ordinateur et souvent l'accès à vos fichiers et aux commandes système, le Spyware un programme dédié à l'espionnage et aux intrusions manuelles. A l'issue de ces deux exposés les échanges avec les participants ont tourné autour du film et des expériences vécues. Il ressort de ces échanges qu'à la base le problème de sécurité sur Internet est un problème de comportement. « Si on n'arrive pas à s'accaparer une culture informatique, à se contraindre de suivre la discipline qu'il faut avoir vis à vis de ces technologies, on pourra pas se prémunir de beaucoup de perte de données » affirme Daouda Sorgho.

Comme recommandations à ce problème, les participants ont décidé de créer un cadre d'échange pour informer la population sur les dangers du web, recenser les cas d'arnaques et les publier à l'attention des usagers et de faire une charte de bonne conduite pour les usagers dans les cybercafés. L'Etat devrait former aussi former et doter les forces de l'ordre des moyens efficaces pour lutter contre ce nouveau fléau.

Roukiattou Ouédraogo, B-ntic



Les femmes de Zabré ouvrent leur centre multimédia

L'association Pag-La-Yiri depuis plusieurs années oeuvre pour le bien être des femmes de Zabré, localité situé à environ 180 Km de la capitale à quelques kilomètres de la frontière du Ghana. Mais depuis trois ans, avec l'appui de L'Institut International pour la communication et le Développement, elle bénéficie d'un projet pilote de création de radio communautaire et d'un centre multimédia. Depuis quelque temps ce centre multimédia est une réalité. Son ouverture officielle s'est déroulée le mercredi 28 décembre 2005 à Zabré. En marge de lancement officiel de ce centre multimédia, l'association Paglayiri a inauguré également son centre de loisir. La cérémonie a connu la participation du Préfet de Zabré, du Chargé de renforcement de capacité de l'IICD pour le Burkina et le Mali, du coordonnateur de Burkina NTIC, des représentants de l'ONG Emmaüs ainsi que de nombreux invités et membres de l'association.

Selon la présidente de l'association, ces deux infrastructures sont le fruit d'une coopération avec deux partenaires stratégiques de l'association. Il s'agit de l'Institut International pour la Communication et le Développement dont l'appui financier et technique a permis la réalisation du centre multimédia et d'Emmaüs pour le centre de loisir (lieu de réjouissance populaire : bar dancing, restaurant...) dont l'exploitation doit permettre à l'association de tendre vers une autonomie financière.

Dans son discours d'ouverture, le

préfet a félicité l'association paglayiri pour son dynamisme et sa capacité à convaincre des partenaires à investir dans son département. Il a également remercié les partenaires techniques IICD et Emmaüs pour leur soutien. M.Zongo Ousséni, représentant IICD, pour sa part a fait une présentation de son institution à la population venue nombreuse. Il a ensuite félicité l'association Paglayiri pour sa détermination à mettre le potentiel des NTIC au profit des populations de Zabré. *Quand on est un pays qui cherche le développement dans les domaines de base comme la santé,*

l'éducation et dans l'agriculture, l'accès à l'Internet et le partage d'informations ne peut être qu'un atout, surtout que la majeure partie des activités de Paglayiri est axée sur la sensibilisation, l'alphabétisation, et l'information a-t-il dit en substance. La présidente de l'association a remercié IICD et Emmaüs pour leur aide et appelé la population de Zabré à fréquenter la salle d'informatique et le centre de loisirs. Dans son discours, elle dira à ses consœurs que Internet doit servir d'outil promotionnel pour faire connaître les services offerts par femmes de Zabré, sensibiliser et éduquer les gens aux enjeux qui les préoccupent ; et surtout les sortir de leur isolement.

Avec Internet, elles peuvent communiquer avec d'autres groupes de femmes pour des échanges d'expériences. Le centre multimédia est équipé pour le moment d'un lot ordinateurs connecté à Internet, d'imprimante, d'appareils photo numérique. Comme la ville de Zabré n'est pas encore électrifiée, les ordinateurs sont alimentés par un groupe électrogène qui servira à animer également le centre de loisir et la future radio communautaire.

Une partie de la salle est aménagée pour accueillir la radio communautaire.

Le centre a pour vocation d'offrir à toute la population de zabré des formations en bureautique et aussi la connexion à internet. Quelques membres de l'association ont déjà bénéficié de la formation de base en informatique et à l'Internet. Pour les responsables de Pag la Yiri, *ces derniers deviennent pour Zabré aujourd'hui, l'œil, l'oreille de Zabré.* Ce sont ces derniers qui seront chargés de la formation. Selon les responsables également, *ce projet doit avoir un impact sur le développement et la lutte contre la pauvreté.*

Roukiattou Ouédraogo Bntic





Les projets soutenus par IIICD s'informent sur la base de données

Dans le cadre de ses projets pilote d'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication en milieu rural, l'IIICD à travers son programme renforcement des capacités a organisé le samedi 17 décembre 2005, à Yam Net plus, un atelier d'information sur la notion de base de données.

Ont pris part à cette formation, Sahel Solidarité, l'Institut Africain de Bio Economie Rurale ; la Fédération Paysanne des Producteurs Agricoles de la Sissili et l'association Song Taaba.

M.Ousséni Zongo, Chargé de renforcement des capacités et M.Francois Stepman, le nouveau chargé du programme réseautage ont durant la demi-journée accompagné les participants dans leur quête du savoir.

Cette formation doit leur permettre d'appréhender ce qu'est une base de données et surtout en quoi cette base de donnée peut les aider à développer leurs capacités organisationnelles et fonctionnelles. Selon Oussené Zongo dans un monde rural où les gens sont en train de s'approprier les NTIC, nous pensons qu'il est très important qu'ils comprennent quel peut être l'apport d'une base de données pour leur organisation. Cela va leur permettre de mieux réfléchir à comment organiser leurs informations pour élaborer leur base de données. Une formation technique sur la conception de base de données est prévue pour fin décembre.

« Nous avons juste abordé un module d'introduction sur ce qu'est la base de donnée. Quelles sont les différentes étapes à suivre pour mettre en place une base de données, de la collecte de l'information à la mise en œuvre et à son usage? », affirme Mahamadi Sakandé, le formateur « Cet atelier d'information doit permettre aux

projets de comprendre la fonctionnalité d'une base de donnée. C'est un peu comme lorsque quelqu'un veut acheter une voiture, il est capital qu'il sache d'abord les éléments constitutifs de celle-ci ; savoir quel type de carburant il aura besoin par exemple » renchérit M.Zongo.

À l'issue de la session, les participants ont en plus de la compréhension de l'importance de la gestion de l'information pour leur organisation acquis la confiance nécessaire pour étudier plus à fond le développement d'une base de données.

« La formation a été très bénéfique parce que depuis longtemps nous perdons beaucoup de données, nous ne savons pas comment conserver, et valoriser nos informations. Mais avec cet atelier d'information nous savons désormais qu'une base de données pourrait résoudre ces problèmes. Je trouve aussi l'idée d'élaborer un projet de base de données en attendant la formation, approfondit intéressante » dira Mme Douamba Korotimi, chargée d'évaluation à FEPASSI. Les participants bénéficieront d'une formation sur la conception de base de données d'ici fin décembre. Mais d'ici là, ils devront rédiger un projet de mise en place d'une base de données.

Roukiattou Ouédraogo Bntic



Champ expérimental de haricot
(photo Fepassi)



Sécurité informatique Une affaire de comportement

Quelques témoignages sur la sécurité informatique à Bobo lors du séminaire sécurité informatique.

Sylvestre Ouédraogo :

« Ici, on néglige la sécurité informatique, en Europe par exemple dans les entreprises pour avoir accès à l'ordinateur qui contient les données, il faut traverser au moins trois portes codées. On protège les données plus que les hommes ».

Pour **Madame Ouattarra**, représentante de l'Association des Secrétaires Professionnels du Burkina, au-delà des problèmes de perte de données ou de destruction de l'équipement informatique il y a un problème social qui se pose en matière d'internet. « Au départ ces messages qui proposaient de faire des affaires sincèrement dit j'y croyais. J'ai même une fois pris soin d'y répondre, de téléphoner et il avait même un rendez-vous sur Ouagadougou. A la veille de mon départ, le monsieur en question me fais savoir qu'il ne pourra pas venir. Mais il m'a demandé de me rendre à l'aéroport de Ouagadougou, pour récupérer un paquet et remettre à un certain monsieur qui doit venir de Lomé. Je lui ai renvoyé un message lui disant que je veux bien cette collaboration, mais je ne peux pas aller prendre un paquet dont j'ignore

l'expéditeur et le destinataire. Jusqu'au jour d'aujourd'hui, je n'ai pas reçu de réponse. Imaginé donc ceux à qui s'exposent ces milliers d'enfants connectés, entraînent de chercher des amis ou des bourses, s'interroge madame barry.

M. Sawadogo, gestionnaire du centre de l'AUF, dira que c'est un problème de sensibilisation. « Chaque jour je vois des enseignants ou des étudiants lorsqu'ils arrivent la première chose qu'ils savent de l'Internet c'est le mail. La plupart sont également tentés par les propositions d'affaire ou de bourses d'études. Il arrive que certains me demandent de faxer un courrier et quand je leur demande est ce que tu connais la personne, ils me répondent oui, mais seulement dans les échanges via internet. Donc il y un réel besoin d'information et de sensibilisation à tous les niveaux ».

Au-delà de la sensibilisation, les différents acteurs ont déploré le manque de cadre juridique en matière de cybercriminalité au Burkina. La sécurité n'a pas toujours suivi le développement et ce n'est pas seulement au niveau de l'Internet.

Tous ce que la police ou la gendarmerie fait en matière de cybercriminalité concerne généralement des plaintes pour escroquerie via Internet. Mais quand ces plaintes arrivent, on n'a pas toujours les moyens d'identifier exactement d'où cela vient si bien qu'on fait des prises et on arrive à attribuer ou à retenir des personnes qui pourraient intéresser l'enquête. Il s'agit le plus souvent de personnes de nationalité étrangère qui sont chaque fois dans les cybercafés. Sur cette base ces personnes sont poursuivies sur chef d'accusation d'escroquerie. Mais il n'y a pas à proprement dit en matière d'informatique ou d'Internet des articles du code pénal qui répriment, confie un commissaire de la Police Nationale.

Face aux multiples inquiétudes et craintes exprimées par les participants, M. Zongo a tenu à souligner qu'on ne doit pas arrêter la jeunesse qui s'est lancée sur l'autoroute de l'information. Seulement il faut les informer, les sensibiliser pour qu'ils corrigent leur manière de faire et d'utiliser l'Internet. C'est cette bataille que l'IICD compte enclencher avec tous les acteurs présents. La séance a pris fin avec la présentation d'un CD-Rom sur la sécurité informatique réalisé par l'IICD. Tous les participants ont reçu gratuitement ce CD-Rom qui leur permettra de s'informer et d'installer des logiciels de protection sur leur ordinateur. Les participants ont décidé de la mise en place d'un cadre d'échange d'information sur le sujet bientôt.

Roukiattou Ouédraogo, B-ntic





La maintenance informatique s'ouvre aux enseignants

Pour une meilleure gestion des salles informatiques des lycées et collèges du Burkina, le projet Technologies de l'Information et de la Communication dans le domaine de l'Éducation (TICE-Burkina) en collaboration avec l'Institut International pour la Communication et le Développement (IICD) ont initié à l'intention des responsables de ces salles une formation en maintenance informatique. Cette formation qui s'est du 19 au 23 décembre 2005 a eu lieu dans la salle informatique du Lycée Nelson Mandela de Ouagadougou.

L'objectif visé à travers cette formation est de donner aux participants, les connaissances de base pour résoudre les problèmes techniques qu'ils pourraient rencontrer dans l'utilisation des équipements informatiques. Selon M. Traoré, le coordonnateur de TICE-Burkina, dans les lycées les enseignants ont beaucoup de problèmes pour tenir à bien les équipements informatiques. Cela est dû au fait que les lycées n'ont pas de personnels spécialisés dans ce domaine. Avec le projet TICE Burkina, les lycées partenaires bénéficient de l'assistance technique de ZCP informatique mais ce contrat est presque à terme. Il faut donc préparer

les ressources humaines nécessaires pour s'occuper un temps soit peu des équipements en place.

Durant les cinq jours, les enseignants ont donc appris à démonter, changer des pièces et reconstituer des ordinateurs. En venant, nous avons apporté un ordinateur en panne. Dès la première séance, nous sommes arrivés à le remettre en marche. Le quatrième jour, nous avons encore reçu des ordinateurs en panne, nous les avons démonté et sommes arrivés à détecter ce qui ne va pas. On a pu réparer et tout configurer sans problème. Mais il faut dire que c'est

une formation de base sur laquelle nous allons construire d'autres connaissances mais je crois que la plupart des problèmes que nous rencontrons dans nos lycées nous allons pouvoir les résoudre. Ce sont souvent des problèmes pas très grave mais comme on n'avait pas l'habitude de démonter des ordinateurs, on avait peur de toucher affirme Sawadogo Mahamadi, professeur de sciences physique au lycée municipal de Dédougou.

En général nos problèmes se situent au niveau de la configuration des ordinateurs, comme nous avons appris à formater et à réinstaller, nous allons aisément pouvoir les résoudre en cas de besoin. Nous comptons reconfigurer la salle informatique du lycée Nelson Mandela, nous sommes entrain de voir les différents câbles et réseau à mettre en place nous confie M. Savadogo Oumarou professeur de Français au lycée mandela. Ont pris part à cette formation une dizaine d'enseignants venus de FADA, de Ouahigouya, de Dédougou, Yako et Ouagadougou.

Après cette formation ces enseignants pourront faire un minimum pour que l'établissement ne soit pas bloqué et aussi serviront d'interlocuteur averti face à d'éventuels prestataires de services renchérit le coordonnateur de TICE Burkina.

**Roukiattou Ouédraogo
de B-NTIC**





Attention à l'usage de votre e-mail !

Des arnaques en perspective dans des messages venant d'individus et d'organisations fantômes et inconnues !

Promesses de voyages, de bourses d'études, de gains faciles, méfiez-vous des arnaqueurs professionnels sur l'Internet.

Chaque jour, des milliers de personnes se font abuser et arnaquer par des professionnels arnaqueurs qui s'enrichissent impunément des virements de sommes que les pauvres internautes font dans leurs comptes bancaires et autres formes de transferts d'argent.

Si le courrier électronique est l'outil par excellence le plus utilisé dans l'Internet (Il permet d'envoyer et de recevoir des messages à l'autre bout de la planète en l'espace d'une fraction de seconde et à un coût très abordable) ; il occasionne également toutes sortes de pratiques illégales : Rien ne vaut une information simple et claire et c'est l'objectif de ce papier.

Vous recevez des messages de type publicitaire (Viagra et autres)

Effacez les tout simplement même avant de les lire. Ils contiennent parfois des virus qui endommageront votre ordinateur.

Vous recevez des messages vous précisant que vous avez gagné à la

loterie américaine ou autre.

Vous savez pertinemment que vous n'avez pas joué à la loterie. Comment allez-vous donc gagner ce que vous n'avez pas joué ou participé ? C'est le début d'une arnaque. Lisez peut-être, mais ne répondez pas et surtout n'envoyez pas d'argent pour un quelconque transfert ou une facilitation.

Vous recevez une lettre d'un inconnu (individu, entreprise) vous invitant à fournir des renseignements (comptes bancaires, références passeports...) afin de virer des millions de dollars dans votre compte.

Les raisons sont multiples : crash d'avion, problèmes politiques, décès sans ayants droits...

C'est de l'arnaque pure : ne répondez pas et n'envoyez pas d'argent pour une quelconque transaction.

Vous recevez un message vous invitant à envoyer le même message à vos amis(es) et connaissances pour les avertir d'un danger ou simplement pour ne pas être victime d'un malheur. Ne le faites pas. C'est un simple jeu idiot.

Vous recevez un message d'une organisation inconnue vous invitant

à envoyer de l'argent pour préparer des dossiers afin de vous donner une bourse ou vous inviter à un séminaire en Europe ou aux Etats-Unis.

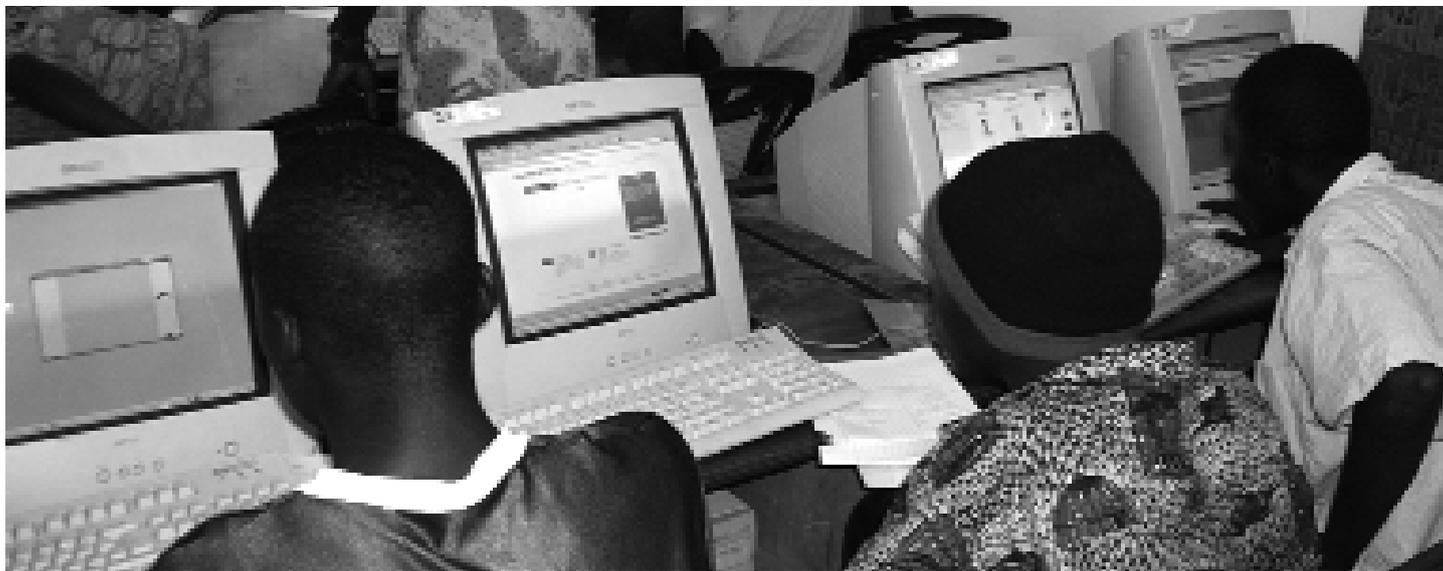
Vous ne connaissez pas l'expéditeur et son adresse est douteuse. (pas de N° de téléphone fixe, utilisation de webmail...)

Méfiez-vous et renseignez-vous auprès de l'ambassade du pays en question qui vérifiera les adresses et N° de téléphones de l'organisation : dans la plupart des cas, ce sont des références vides et sans fondements. Ce sont simplement des combines d'arnaqueurs professionnels.

Vous recevez un message inconnu avec un fichier attaché avec des noms bizarres : pif, exe, scr...

Ne les ouvrez surtout pas : à coup sûr, ce sont des programmes dangereux ou des virus pouvant bloquer votre ordinateur et même le détruire.

En fin de compte, ne soyez pas crédules. Soyez responsables et surtout, ne répondez pas, ne transmettez rien, effacez purement et simplement.





Le Burkina Faso de Genève à Tunis

La course pour faire partir de la société de l'information ainsi que pour une appropriation locale des technologies de l'information et de la Communication (TIC) se font à des rythmes divers selon les différents acteurs dans les pays africains. Concernant le Burkina Faso, une divergence d'appréhension existe entre les trois composantes de la société que sont le gouvernement, le privé et la société civile. Cette différence se justifie par le fait que le gouvernement est plus focalisé sur la réalisation de stratégies ambitieuses de développement des TIC. Cet intérêt pour les technologies est plus orienté vers le développement social au détriment d'une approche, centrée sur le soutien et la promotion d'un tissu industriel dans le sous-secteur des TIC. La société civile burkinabè quant à elle se sent oubliée ; sinon le plus souvent remplacée par le gouvernement dans l'organisation des manifestations ou activités concernant la SMSI. Ce gouvernement devient acteur ; et s'approprie les projets ou les secteurs d'activités réservés à cette société civile. Certes, il n'y a pas d'activités ou manifestations organisées dans le cadre des SMSI au Burkina. Néanmoins, les embûches, pour la réalisation de la société de l'information, à travers des politiques et autres activités de promotion, sont nombreuses.

Le Burkina Faso dans le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) La course pour faire partir de la société de l'information ainsi que pour une appropriation locale des technologies de l'information et de la Communication (TIC) se font à des rythmes divers selon les différents acteurs dans les pays africains. Concernant le Burkina Faso, une divergence d'appréhension existe entre les trois composantes de la société que sont le gouvernement, le privé et la société civile. Cette différence se justifie par le fait que le gouvernement est plus focalisé sur la réalisation de stratégies ambitieuses de développement des TIC. Cet intérêt pour les technologies est plus orienté vers le développement social au détriment d'une approche, centrée sur le soutien et la promotion d'un tissu industriel dans le sous-secteur des TIC. La société civile burkinabè quant à elle se sent oubliée ; sinon le plus souvent remplacée par le gouvernement dans l'organisation des manifestations ou activités concernant la SMSI. Ce gouvernement devient acteur ; et s'approprie les projets ou les secteurs d'activités réservés à cette société civile. Certes, il n'y a pas

d'activités ou manifestations organisées dans le cadre des SMSI au Burkina. Néanmoins, les embûches, pour la réalisation de la société de l'information, à travers des politiques et autres activités de promotion, sont nombreuses.

Le Burkina de Genève à Tunis

27 novembre 2003. Un forum national sur les enjeux de la Société de l'information a eu lieu à Ouagadougou. Ce forum organisé sous l'égide du

Centre d'information des Nations unies et du ministère de l'Information burkinabè visait à apporter la contribution du Burkina au Sommet mondial sur la Société de l'information qui a eu lieu du 10 au 12 décembre 2003, à Genève.

Les participants à ce forum : gouvernement, institutions, secteur privé, société civile et partenaires au développement. Leur objectif a été d'analyser les « *responsabilités nationales et internationales dans la promotion des TIC et de la communication au service du développement médical, de la société civile, des infrastructures de l'information et de la communication ; des enjeux et des contraintes du nouvel ordre, de l'identité culturelle et linguistiques.* L'analyse de ces axes a permis de dégager au niveau local des propositions consensuelles. A l'issue de ce forum, la Délégation Générale à l'Informatique (DELGI), se revendiquant de ministère des TIC et quelques membres du gouvernement ont représenté le Burkina Faso à Genève.

Une stratégie nationale

Après Genève 2003, la Stratégie

Suite page 10





suite de la page 09

Le Burkina Faso de Genève à Tunis

d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication, 2004 -05 a été adopté le 13 octobre 2004 par le gouvernement burkinabè. Le Burkina est l'un des rares pays africains à avoir adopté une stratégie nationale en matière de TIC. Commencé depuis près d'une décennie, le processus de réalisation de cette stratégie a pris fin en octobre 2004 par son adoption par le premier ministre. Ce document, affirme le premier ministre Paramanga Ernest Yonli, est le couronnement d'un long processus de réflexion, de concertation et de plaidoyer dont l'ambition principale a été la définition du cadre de référence pour la construction de cette société nouvelle où les possibilités offertes pour la communication, les relations sociales, l'accès à l'information et la connaissance et pour le renforcement de la bonne gouvernance faciliteront notre existence et surtout nous donneront plus de chance pour relever plus rapidement les défis qui conditionnent le développement

humain durable de notre pays. De multiples réunions, discussions, et forums regroupant tant du gouvernement, du privé que de la société civile ont jalonné ce processus. L'objectif de ces différentes rencontres selon la Delgi est : d'édifier les politiques de développement des télécommunications, de l'informatique et des médias de communication traditionnels dans un seul cadre de référence afin de permettre la mise en œuvre d'une stratégie intégrée, globale et cohérente pouvant permettre de parvenir plus rapidement à une généralisation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, porteuse de développement.

Ces différentes rencontres ont permis aux trois structures que sont la société civile, le privé et le gouvernement de travailler ensemble et de se connaître, affirme Rachid Traoré chargé de communication à la Delgi. Pour Sylvain Zongo, directeur de la société ZCP, le dernier forum d'adoption par les trois composantes de la société était un forum de plus : « On aurait pu

passer de ce forum puisque tous les documents étaient prêts ! Cette grande foire à mon avis n'était pas indispensable. », confie -t-il. Le Burkina à travers la Délégation générale à l'informatique (Delgi) a participé aux différents precom. Cette délégation, selon Rachid Traoré, chargé de communication de cette institution, était composée de la société civile, des partenaires au développement et des membres du gouvernement. Le Burkina a donc eu à participer aux precoms de 2002 en Suisse, de février 2003 en France.

Le manque de coordination entre secteurs

En prélude au Sommet de novembre 2005 qui aura lieu en Tunisie, la délégation burkinabè s'est rendue au precom de 2004 de Tunis, et à ceux de Accra au Ghana et de Bamako au Mali, sans la société civile ni le secteur privé. Beaucoup de voix, tant du côté de la société civile et du secteur privé, sont mécontentes de la façon dont leur

suite page 11

ONG,

Associations ;

Entrez dans le village planétaire

<http://www.faso-ong.org>

Profitez de l'opportunité dès maintenant

Contactez-nous

<http://www.burkina-ntic.org>



suite de la page 10

Le Burkina Faso de Genève à Tunis

implication s'est faite par la Delgi quant aux stratégies de vulgarisations des TIC au Burkina. Ces voix décrivent également leur participation aux différents precom et même au sommet de Genève. *La Delgi nous invite toujours à venir entériner des décisions qu'elles a déjà prises. Elles ne demandent nullement notre avis. En fait, elle a besoin seulement de notre caution pour obtenir les financements. Puis après plus rien. Elle nous oublie.*, s'écrit Sylvain Zongo, président de l'Association des utilisateurs de logiciels libres, fournisseur d'accès et directeur de la société ZCP. L'association Recif ONG du Burkina, par la voix de sa chargée de communication Isabelle Poda / Gaba assure n'avoir jamais été contactée pour une quelconque participation de concertation, d'activités entrant dans le cadre du SMSI.

La Delgi, par la voix de son chargé de communication Rachid Traoré, ne nie rien des faits. Pour lui, *lors des rencontres, les documents de travail sont soumis aussi bien aux privés qu'à la société civile. Ces documents sont élaborés sur la base des réalités de notre pays. Si la société civile et le*

privé n'argumentent pas ou ne travaillent pas dans ce domaine, ils ne peuvent changer le cours des choses. D'ailleurs, il arrive que ces structures là ne maîtrisent pas les contours des choses qui sont débattues.

En plus du secteur privé, de la société civile, les médias burkinabè et leurs agents ignorent presque tout du SMSI. Aucune activité les impliquant dans le SMSI n'a été organisée. Nombreux sont les journalistes qui méconnaissent la signification du SMSI : *Je ne sais pas ce que la société de l'information veut dans le contexte burkinabè. Pas plus que j'ai été informé ou approché pour des activités entrant dans ce cadre*, avoue Noufou Zougmoré, journaliste au bimensuel L'Événement. L'association Arobase, regroupant les journalistes burkinabè autour du concept des TIC n'a pas préparé des activités d'informations, de formation et de promotion des TIC au sein des médias. Pourtant, elle est une structure, initiative de la Delgi. « les médias n'ont pas été intéressés à la chose pas plus qu'ils ne se sont intéressés à elle. C'est peut-être ce qui explique le manque d'activités

intégrant les médias dans le cadre du SMSI. D'ailleurs, aucune initiative ou activité n'a été, au niveau national entreprise à l'endroit des médias », souligne Abdoulaye Diallo, gestionnaire du Centre National de Presse Norbert Zongo.

Un projet suisse, en 2003, avait contacté la maison de presse dont Abdoulaye Diallo est le gestionnaire pour une formation des journalistes aux objectifs du sommet mondial. Après cette formation, deux journalistes parmi les participants devaient prendre part à la rencontre de Genève. Rien ne s'est passé. Les responsables dudit projet n'ont plus fait signe de vie. Le Centre de presse Norbert Zongo, en juillet 2005, a organisé un séminaire sur les enjeux des TIC avec les médias burkinabè. Cet atelier répond au souci de faire connaître les TIC aux journalistes, leur permettre d'appréhender l'impact que peuvent avoir les TIC sur leur métier. En somme, en prélude à la deuxième phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information « Tunis 2005 », et dans le souci de susciter une grande mobilisation en vue d'une participation effective des acteurs des médias en général et une véritable implication des maisons des médias ou centres de presse en particulier, différents ateliers à l'image de celui du Centre de presse Norbert Zongo ont été organisés en Afrique de l'ouest. Joseph Perzo Anago, directeur de la maison des médias du Bénin, en est l'initiateur.

La dispersion des compétences

Le manque de coordination des activités entre secteurs privés, société civile et la Delgi, représentant le gouvernement conduit à une inefficacité des actions sur le terrain, à la mobilisation et à la capitalisation des compétences et des savoirs. Conséquences : invisibilité des différents acteurs au plan national. Pire : le Burkina n'est ni vu ni entendu

suite page 12



suite de la page 11
Le Burkina Faso de Genève à Tunis



ni connu sur la scène internationale. Ce n'est pas le SMSI qui implique les pays. Ce sont les pays qui saisissent le SMSI à travers des actions coordonnées et conduites au plan national pour intégrer le débat, se faire connaître. Au Burkina, ce n'est pas le cas et c'est bien dommage, se désole Abdoulaye Diallo du Centre de presse Norbert Zongo.

La participation du Burkina, au Sommet de Genève, par exemple, s'est faite en rang dispersée. Aux grandes manifestations comme le Sommet mondial sur la société de l'information de Genève, nous y avons participé de façon dispersée. Outre la délégation officielle composée des membres du gouvernement et de la Delgi, la société civile et le secteur privé sont ignorés. Chacun individuellement s'y rend. Dans ce cas, je ne sais si l'on peut parler de la contribution de la société civile burkinabè observe Sylvain Zongo. Cette opinion est également partagée par Sylvestre Ouédraogo, Président de l'Association Yam-Pukri et Coordonnateur du réseau Burkina-ntic.org. à Genève, je suis allé seul en tant qu'individu oeuvrant dans une

association. Sans affiliation. Les Maliens sont allés en groupe et soudés avec des objectifs bien précis. Le Sénégal y est allé avec son plan, demander un fonds afin de combler le fossé numérique au Sud. Ce projet a été défendu par son chef d'Etat Abdoulaye Wade. Ces deux pays et certains autres avaient des stands qui faisaient la promotion de leur culture, de leur pays. Le Burkina n'avait rien. Même pas un dépliant !!! Et c'est bien dommage !!! Or ce qu'il pouvait vendre est sa culture, lance laconique Sylvestre Ouédraogo, de l'association Yam pukri.

A Genève, ce dernier a participé à trois activités : présenter son livre *L'ordinateur et le Djembé, entre rêves et réalités* ». Cet ouvrage, à travers des histoires ou contes, explique les réalités de l'appréhension de l'ordinateur au Burkina. Il a également fait la promotion du projet Burkina-ntic à travers une présentation composée d'affiches, de dépliants, d'objets d'art comme les ordinateurs en bronze, les cartes postales, le batik... Puis, j'ai ensuite participé à des ateliers sur la question de fracture numérique. Ces ateliers étaient organisés par l'IUED.

Disons, que j'ai collaboré à la réalisation d'un livre collectif (*Société de l'Information et Développement International*, note Sylvestre Ouédraogo. Pour Sylvain Zongo, les rencontres comme celle du SMSI ou les réunions préparatoires « sont d'ailleurs des occasions pour perdre énormément de temps précieux. Le temps, c'est de l'argent. Et je préfère rester dans mon entreprise pour m'en occuper et la rentabiliser ».

La Delgi affirme que la voix du Burkina s'est faite attendre lors du dernier Sommet à travers les différents documents élaborés et auxquels toutes les composantes de la société burkinabè ont participé. Toutefois, individuellement, le Burkina ne peut avoir voix au Sommet. Tous les pays africains, en général, par des représentants défendent une cause commune. Au Burkina, quand bien même existent des différends, les auteurs du monde des TIC rivalisent d'ardeur pour la promotion de ces technologies non pas dans en prévision des différents sommets sur la société de l'information mais pour une culture des TIC et une probable appropriation de celles-ci par la population burkinabè.

Technologies du devenir action gouvernementale

Au Burkina Faso, l'accès aux technologies de l'information et de la communication est limité. Les facteurs induisant cette situation sont nombreuses. Entre autres, il y a le faible niveau d'appropriation de ces technologies par les individus, les entreprises et l'Administration ; le faible niveau de la maîtrise de l'expertise locale ; l'insuffisance, l'inadéquation et le coût d'accès aux infrastructures de communication de base ; la quasi inexistence de contenus et de services adaptés aux besoins locaux ; le faible niveau d'organisation du secteur des TIC en vue d'attirer les investisseurs et

suite page 13



suite de la page 12

Le Burkina Faso de Genève à Tunis

d'ouvrir ce secteur à la concurrence. Pour une plus grande présence du Burkina dans la société de l'information, le gouvernement burkinabè a initié des programmes. Ces programmes ont pour objectifs de permettre une utilisation optimale des TIC comme moyen de désenclavement du pays, et la création des conditions pour leur vulgarisation. Ces programmes et projets se retrouvent dans la « stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication » adopté en octobre 2004. Avec cette stratégie *Il s'agit de pouvoir régler simultanément plusieurs problèmes de taille en plaçant le mieux-être des citoyens et permettre le meilleur fonctionnement des entreprises, l'appareil d'Etat afin de créer un environnement favorable à la bonne gouvernance et au développement durable*, soutient la Delgi. Aussi, cette stratégie ou plan doit permettre le développement de l'expertise locale dans le domaine des TIC, la création d'un environnement favorable aux investissements pour le développement d'une infrastructure de

base adaptée et économiquement accessible, la mise en confiance des individus, des entreprises et de l'administration dans l'utilisation des TIC, la nécessité de faire travailler ensemble tous les acteurs de la société (public, privé et société civile) sur des normes et des processus communs pouvant permettre d'offrir des services intégrés adaptés aux besoins des populations et en adéquation avec les priorités de développement.

De façon plus concrète, des manifestations en vue de sensibiliser, et de vulgariser l'usage des TIC au près des populations sont organisées. C'est le cas avec la Semaine Nationale de l'Internet et des Technologies de l'Information et de la Communication (SNI). Elle a été instituée le 10 juillet 2003. C'est une manifestation annuelle dont les objectifs sont : *célébrer la fête de l'Internet ; susciter et coordonner les activités concourant à l'organisation de cette fête ; stimuler la création par et pour les TIC grâce à l'organisation de grands prix récompensant les meilleurs site web.*

A travers cette manifestation, le

gouvernement burkinabè fait sien ce principe adopté à Genève en 2003, *la volonté et la détermination communes d'édifier une société à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement et l'atteinte des objectifs du millénaire, une société de l'information, dans laquelle chacun aura la possibilité de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et le savoir et dans laquelle les individus, les communautés et les peuples pourront ainsi réaliser l'intégralité de leur potentiel dans la promotion de leur développement durable et l'amélioration de leur qualité de vie, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies ainsi qu'en respectant pleinement et en mettant en oeuvre la Déclaration universelle des droits de l'homme.*

Les obstacles à la promotion des TIC Le secteur privé tant bien que mal œuvre à l'édification de la société de l'information au Burkina Faso. Zongos Consultings and Productions (ZCP), est un cabinet informatique,

suite page 14





suite de la page 13 Le Burkina Faso de Genève à Tunis

fournisseur d'accès internet. Il a été créé en novembre 2000. Son directeur est Sylvain Zongo. Son objectif : répondre aux besoins des usagers des TIC. Satisfaire ses besoins confronte son entreprise à de nombreuses difficultés. ZCP est un fournisseur d'accès. Tout comme les autres fournisseurs, il dépend de l'Office national des Télécommunication (Onatel) pour l'accès à Internet. L'Onatel dispose du monopole des télécommunication jusqu'en 2005. Concernant l'accès à Internet, l'Onatel tout en pourvoyant les fournisseurs d'accès fournit également l'accès à l'utilisateur à travers Fasonet. Fasonet est le seul à avoir des clients en dehors de la capitale Ouagadougou. Les fournisseurs privés n'ont pas cette possibilité. *Les appels téléphoniques d'un client se trouvant en province en*

direction de Fasonet sont considérés comme des appels locaux, tandis que les appels en direction des autres fournisseurs sont taxés au coût de la communication interurbaine c'est-à-dire beaucoup plus chers, Précise Sylvain Zongo de ZCP.

Les fournisseurs d'accès qui ne mènent d'autres activités que l'Internet ont donc d'énormes difficultés. Le marché de l'Internet au Burkina est étroit. Les clients ne se bousculent pas. *L'activité n'est pas rentable. Par exemple, la demande pour la réalisation des sites Web n'est pas encore grande. Le tour des structures est vite fait. Il faut faire de la sensibilisation et avoir une vision sous-régionale dans le domaine,* soutient Sylvain Zongo.

Pour développer le secteur de l'Internet, la stratégie

d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication a été adopté en octobre 2004. Ce projet ne semble pas réjouir le directeur de ZCP : Je pense que nous avons toujours eu de belles stratégies. Il est temps de passer au travail sur le terrain ! Sur le papier tout est beau mais la réalité est différente. Pire encore, il décrit la situation qu'est celle du privé, le peu de place qui leur est réservé. Pour le moment, le privé ne joue pas pleinement son rôle dans le développement des TIC au Burkina. On a l'impression que tout doit se passer au niveau des structures étatiques comme la DELGI. C'est une erreur et il faut avoir le courage de revoir les choses. D'ailleurs le peu de projets que le privé peut réaliser est captée par cette structure Nonobstant cette situation, les politiques sont de plus en plus sensibles aux enjeux des TIC pour le Burkina. On assiste à une baisse de près de 60% des prix des lignes spécialisées. Pour la réduction des coûts d'acquisition des logiciels et pour mieux former les techniciens dans le domaine des TIC, Sylvain Zongo de ZCP préconise l'utilisation des logiciels libres.

Le défi de l'appropriation

Le Burkina doit s'approprier les TIC et leurs imprimer sa marque. C'est la meilleure manière d'être présent sur la toile. La fracture numérique est une fracture sociale. Les TIC représentent un outil pour lutter contre la fracture sociale. Les obstacles à cette lutte contre la fracture sont la langue, l'éducation et, la maîtrise de la culture de l'information.

Avec les logiciels libres, la création de contenus sur le Net impliquerait les 90% des Burkinabè non alphabétisés en français. La culture de l'information conduit l'utilisateur à être un producteur de contenus et un acteur du développement dans son environnement immédiat... et pas



suite page 15



suite de la page 14 Le Burkina Faso de Genève à Tunis

seulement un consommateur. *Le Burkina dans cette société de l'information est un consommateur. Nous devons développer des initiatives afin de faire partie de cette société de la consommation*, affirme Sylvestre Ouédraogo, Président de l'Association Yam-Pukri et Coordonnateur du réseau Burkina-ntic.org. Pour faire partir de cette société, il y a pour les burkinabè tout comme pour nombre d'africains de nombreuses barrières à franchir. Très peu de langues africaines sont décrites et complètement codifiées (grammaire, syntaxe et lexique) à travers des logiciels. Or, ces logiciels peuvent contribuer à l'apprentissage des langues sur Internet, à la création de contenu, à la réalisation de nombreuses affaires par et pour les populations alphabétisées. L'économie des logiciels obéit à des lois moins contraignantes, qui les mettent à la portée de tous. *Les technologies logicielles peuvent être développées de façon collaborative, sans infrastructure industrielle, puis reproduites et diffusées par l'Internet avec un coût moindre*, déclare Sylvain Zongo, président de l'Association des utilisateurs de logiciels libres et directeur de ZCP. Pour leur usage, les logiciels dit "propriétaires" exigent des licences. Ils sont accompagnés d'une interdiction légale et technique de procéder à des analyses, à une adaptation ou une quelconque amélioration.

Les logiciels dits "libres", sont eux sans contrainte d'utilisation. Ils sont fournis avec leur code source et donne la possibilité - légale et technique - d'être étudié, d'être transformé, d'être adapté et d'être redistribué. Les logiciels libres sont disponibles gratuitement. *Les logiciels libres sont utilisables sans qu'on ait à payer de licence. Ils sont donc une ressource particulièrement intéressante pour un pays pauvre comme le Burkina. Notre pays peut grâce ces logiciels faire de grosses économies utilisables dans le*



développement des logiciels libres soutient Sylvain Zongo. Puis de poursuivre : La liberté d'emploi et de transformation des logiciels libres permet à tous de contribuer librement à l'élaboration d'un patrimoine logiciel commun. Et leur utilisation pour la création de programme en vue de l'utilisation des nationales sur le net est une possibilité que nous sommes en train d'étudier. L'Association des utilisateurs de logiciels libres que dirige Sylvain Zongo, depuis 2004, travaille sur à l'élaboration de logiciels de langues nationales. Ces langues sont le dioula, le moré, fulfuldé. Le travail se fait avec des linguistes nationaux et l'appui des structures internationaux.

Les logiciels sont et seront le vecteur incontournable de la communication, de la connaissance et de la culture. C'est une chance dans la mesure où tous les pays sont à égalité devant les ressources immatérielles - pour autant qu'ils puissent les utiliser librement, en toute indépendance, en jouant sur la flexibilité naturelle des créations immatérielles pour les adapter à leurs besoins et à leur génie propres. Logiciels et contenus libres

promeuvent, l'indépendance et la diversité culturelle : l'intégration sans l'aliénation confie Sylvain Zongo.

L'Association dirigé par ce dernier a du mal à rémunérer les personnes travaillant sur ledit projet. *Nous n'avons pas de fonds. Nous ne recevons pas également de l'aide du gouvernement.* Cette situation ralentit la réalisation de ces logiciels. A ce problème s'ajoute le manque de techniciens formés et compétents pour aider à la ré appropriation des logiciels libres déjà existant. Les TIC peuvent être un outil de promotion de la culture burkinabè. Il appartient au Burkinabè et aux Africains de donner un corps à cette coquille vide que sont ces technologies à travers une appropriation.

Ramata SORE
Journaliste à l'évènement
06 BP 10246 Ouagadougou 06
Burkina Faso - Afrique de l'Ouest
www.evenement-bf.net

Centre de Formation Continue en Nouvelles Technologies

Formations programme Elite 3^e, 4^e année Sciences Economiques et sociales

Module 1 **Passeport de base en informatique et navigateur web 15H :**

Objectif: initier toute personne intéressée et n'ayant pas au préalable faite une formation classique en informatique et l'Internet

Contenu de la formation:

Introduction au système d'exploitation Windows, traitement de texte, Excel, initiation à l'Internet

Profil: *étudiants, travailleurs des ONG/associations...*

Coût de la formation 7500 FCFA (étudiants), 15.000 Fcfa (Autres)

Module 3

Montage et évaluation de projet par ordinateur pour étudiants en Sciences économiques et social (20 heures).

Objectifs:

- Apprendre à utiliser le logiciel Excel pour faire des calculs économiques et financiers.
 - Apprendre faire des graphiques et à les interpréter.
 - Apprendre à faire des régressions de variables
 - Apprendre à faire des simulations de calcul pour des montages financiers de projets (évolution des charges, des produits, mise en œuvre du compte d'exploitation, VAN, TRI...)
- Au terme de la formation, l'étudiant pourra effectuer avec plus de facilités ses travaux de mémoire et ses exercices appliqués.

Profil: *étudiants en sciences économiques / sociologie, droit, pharmacie,médecine...),travailleurs des ONG /associations...*

Contenu de la formation

Initiation au tableur avec Excel**NB :** avoir des connaissances de base en informatique et en économie (statistique).

Coût de la formation : 10.000 FCFA(étudiants) (35.000 Fcfa, autres)

Lieu de la Formation : YamNet, située derrière SONAPOST 1200 logements et, Yam NET Plus, , 2rues à droite avant le virage de la PETROFA (Ouaga Inter), bâtiment à 2 étages avant le mur de L'aéroport.

Module 2 **Analyse économique et marketing par ordinateur pour étudiants en Sciences (20heurs).**

Objectifs:

- Apprendre à concevoir des fiches d'enquêtes analysables à l'ordinateur
 - Saisir des données d'enquête statistique et apprendre à les introduire dans l'ordinateur pour les analyser ;
 - Arriver à traiter des données quantitatives et qualitatives (statistique descriptive, régressions, croisements de variables, corrélation, tableaux divers...)
 - Créer des bases de données/questionnaires intelligents et faciles à utiliser
- Au terme de la formation, l'étudiant pourra effectuer avec plus de facilités ses travaux de mémoire et ses exercices appliqués.

Profil: *étudiants en sciences économiques / sociologie, droit, pharmacie,médecine...) , travailleurs des ONG /associations...*

Contenu de la formation

Initiation au tableur avec Excel
Saisie, traitement et analyse de données statistique avec SPSS, V11

NB : avoir des connaissances de base en informatique, (statistique).

Coût de la formation : 10.000 FCFA, (35.000 Fcfa, Autres).